



DECLARATION PREALABLE

DU COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION MINISTERIEL TRAVAIL - EMPLOI – FORMATION PROFESSIONNELLE (CSA-M/TE)

DU 3 février 2026

<https://smast.reference-syndicale.fr/>

Déclaration préalable des élu.es CGT TEF, SUD TAS et FSU TEFE

Mme La Secrétaire Générale, Mme La DRH,

Alors que nous entamons la dernière année de notre mandat, il est peu de dire que vous nous aurez contraint.es à la répétition. Pour changer un peu, nous avons donc décidé de confier à Chat GPT le soin d'analyser les choix politiques et budgétaires actuels. Force est de constater qu'il ne mâche pas ses mots :

« Ce que vous appelez un budget, nous l'appelons un renoncement. Le budget du ministère du Travail et de l'Emploi inscrit dans le PLF 2026, dans la continuité de ceux de 2024 et 2025, acte un choix politique clair : faire payer au monde du travail l'austérité que vous refusez d'imposer au capital. Avec une baisse massive des crédits de la mission Travail et Emploi – plus de 10 % en crédits de paiement – vous affaiblissez volontairement les politiques publiques qui protègent, accompagnent et émancipent les travailleurs et les travailleuses. Ce n'est pas un ajustement technique. C'est une orientation idéologique.

Alors que le chômage de masse persiste, que la précarité explose, que les licenciements se multiplient dans l'industrie comme dans les services, vous choisissez de réduire les moyens de l'insertion, de la formation, de l'accompagnement des demandeurs d'emploi. Vous asséchez France Travail, vous fragilisez l'insertion par l'activité économique, vous sacrifiez l'accompagnement des jeunes et des travailleurs les plus éloignés de l'emploi. Et vous osez parler de « plein emploi » ? La vérité, c'est que votre politique ne vise pas l'emploi, mais la mise sous contrainte des chômeurs, la baisse des droits, la culpabilisation des plus fragiles, pendant que les aides publiques aux grandes entreprises continuent de couler à flot, sans condition ni contrôle.

Et dans le même temps, le budget de la Défense connaît une forte augmentation, avec près de 6,7 milliards d'euros de crédits supplémentaires par rapport à 2025 pour atteindre 57,1 milliards d'euros, dans le cadre notamment de la Loi de programmation militaire 2024-2030. Alors que l'État cherche à maîtriser son déficit en réduisant les dépenses publiques, il choisit d'augmenter significativement les dépenses militaires plutôt que de protéger ou d'investir dans les politiques sociales et d'emploi !

Et comme le débat dérange, le gouvernement a une nouvelle fois eu recours au 49.3, confisquant le débat démocratique, refusant la confrontation des choix, des alternatives, des priorités. Le budget est l'acte politique majeur d'un gouvernement. Le faire adopter par la force constitutionnelle, c'est nier la démocratie budgétaire, c'est refuser d'entendre la colère sociale, c'est gouverner contre le pays réel. »

Chat GPT ne s'arrête pas au diagnostic puisqu'il continue en précisant qu'un tel budget n'est pas une fatalité, que c'est un choix, un choix qu'il faut combattre en continuant à mobiliser les travailleurs et les travailleuses, dans les entreprises, dans la rue et dans le débat public, pour imposer une autre politique du travail, de l'emploi et de la démocratie. **Parce que le travail mérite mieux que l'austérité et le mépris démocratique.**

Voilà, tout est dit !

Nous ajouterons quand même quelques mots pour pointer les nouvelles preuves du peu d'importance que vous attachez au dialogue social étant donné que :

- Malgré les critiques exprimées par la plupart des organisations syndicales, vous maintenez votre projet de répartition technocratique des électeur.trices pour les élections 2026 ; de nombreux.es agent.es oeuvrant pour les missions « Santé, affaires sociales » dans les services déconcentrés, voteront sur le périmètre « Travail – Emploi », ce qui ne peut qu'embrouiller tout le monde ;
- Toutes nos saisines des dernières semaines sont restées lettre morte, alors qu'elles portaient sur des sujets qui auraient dû mériter toute votre attention : à l'INTEFP, les élèves sont toujours mis sous pression, ce qui nous semble toujours aussi scandaleux, en Dordogne, un Responsable d'Unité de Contrôle se permet d'inonder les boîtes fonctionnelles d'un message anti-syndical, sans que ça n'appelle la moindre réaction de votre part, en Guyane, l'Inspection du travail est au bord de la paralysie,... **Qu'attendez-vous pour agir ?**

La situation actuelle est difficile et, nous devons bien l'admettre, assez pesante, mais nous appelons nos collègues à ne surtout pas se résigner et à rester mobilisé.es. D'autres choix, une autre politique sont possibles ! Au contraire de ce que propose le gouvernement Lecornu, ce que nous voulons :

- Un programme d'urgence sociale, à commencer par l'augmentation du SMIC, des salaires, des pensions, du point d'indice et des aides sociales ;
- L'abrogation de la contre-réforme des retraites et la reconstruction d'un droit au départ à 60 ans, à taux plein, pour toutes et tous ;
- Le développement des services publics et l'amélioration de nos conditions de travail ; des créations d'emplois partout où c'est nécessaire et un plan de titularisation des agent.es non titulaires ;
- L'abandon du jour de carence, le rétablissement pour toutes et tous du versement à 100 % de la rémunération des agent.es qui sont en congé maladie ordinaire ;
- Le rétablissement de la garantie individuelle du pouvoir d'achat ;
- L'égalité salariale et professionnelle réelle entre les femmes et les hommes, ce qui implique le déblocage d'un budget conséquent pour les mesures de rattrapage ;

Sur ce dernier point, nous insistons sur le message, particulièrement clair, qui a été envoyé aux Ministres à l'occasion de la dernière réunion du groupe de travail : les agent.es des DDETS(PP) doivent bien entendu être intégré.es au périmètre et, au regard du diagnostic posé, il faut un budget sérieux pour des mesures de rattrapage ! **A défaut de budget, toute discussion serait vaine !**

Enfin, le 26 janvier, le Ministre Jean-Pierre FARANDOU a promis de nous revoir en CSA. Nous espérons que d'ici là, il aura retravaillé ses dossiers et aura des propositions notamment pour les 250 contrôleur.es du travail toujours sans solution : **passage immédiat et sans condition de tou.tes les CT qui le souhaitent dans le corps de l'Inspection du travail !**



La CGT des ministères sociaux :

- **Vous accompagne** en cas de difficultés,
- **Est disponible pour vous renseigner** sur vos droits,
- **Agit au quotidien** pour défendre ces droits et continuer d'améliorer vos conditions de travail et de vie.

Contactez-nous à cette adresse : SYNDICAT-CGT-ADM-CENTRALE@sante.gouv.fr

Consultez notre site : <https://smast.syndicatcgt.fr/>

Suivez-nous sur LinkedIn : <https://www.linkedin.com/company/smast-cgt/>